

Sahel/Barkhane : la Suède confirme son intention de participer au groupement de forces spéciales « Takuba »

C'est dans ces circonstances que l'on compte les vrais alliés, fiables et capables....

par [Laurent Lagneau](#) · 16 mars 2020



Donner de la confiance aux forces armées sahéniennes face aux groupes armés terroristes [GAT] en les accompagnant sur le terrain : tel est le concept du groupement [ou « Task Force »] de forces spéciales Takuba, que la France a proposé à ses partenaires européens.

En juin 2019, la ministre des Armées Florence Parly avait appelé les Européens à s'engager davantage au Sahel, en suggérant qu'ils pourraient y déployer des forces spéciales afin «d'accompagner les armées sahéniennes après les avoir formées, y compris lorsqu'elles vont au combat, et pas seulement dans les états-majors.» Puis, en novembre de la même année, Mme Parly avait annoncé la création prochaine d'une «unité de forces spéciales européennes» qui, déployée au Mali, aurait à «transmettre» ses « savoir-faire d'exception aux militaires maliens.»

Dans le même temps, lors d'une audition à l'Assemblée nationale, le général François Lecointre, le chef d'état-major des armées [EMA] avait justifié la mise en place d'une telle unité européenne. «Le drame de l'armée malienne, c'est que n'ayant plus confiance en elle-même, elle ne combat plus. C'est la très grande difficulté à laquelle nous sommes confrontés. La première chose à faire est de leur redonner confiance en eux-mêmes, mais pour ça il faut les entraîner et leur montrer qu'ils sont bons », avait-il dit.

Depuis, les promesses de contributions à ce groupement « Takuba » se font au compte-gouttes. Si l'Allemagne a déjà fait savoir qu'elle n'y participerait pas, des pays aux capacités militaires pourtant moindres ont annoncé leur implication dans ce projet.

Tel est le cas de l'Estonie, qui a déjà envoyé un détachement d'infanterie au sein de la force Barkhane, et de la République Tchèque, dont le gouvernement a récemment validé l'envoi au Sahel de 60 militaires de ses forces spéciales. Quant à la Belgique, elle a annoncé, pour le moment, son intention d'y affecter trois officiers.

Un autre pays vient d'indiquer qu'il est prêt à se joindre à cet effort. En effet, ce 16 mars, la Suède a confirmé son intention d'envoyer au Mali jusqu'à 150 membres de ses forces spéciales [Särskilda Operationsgruppen] ainsi que des hélicoptères [sans doute des UH-60 « Black Hawk »].

Accompagnant Mme Parly au Sahel, en janvier dernier, le ministre suédois de la Défense, Peter Hultqvist, avait indiqué que la France avait demandé à la Suède de participer à l'opération Takuba. « C'est quelque chose que nous devons préparer », avait-il dit.

Selon le ministère suédois des Affaires étrangères, un projet de loi sera soumis au Parlement [Riksdag] afin d'autoriser l'engagement des forces spéciales au sein du groupement Takuba. A priori, les députés suédois ne devraient pas y faire obstacle.



« L'aide suédoise devrait consister en une force de réaction rapide hélicoptérée de 150 personnes au maximum », a précisé Stockholm, qui, par ailleurs, dispose déjà de 250 soldats au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali [MINUSMA], dont la composante militaire est commandée par le général [suédois] Dennis Gyllensporre.

« Il est très important que la Suède participe à ce type d'efforts [la TF Takuba] car cela contribue à la stabilité et à la sécurité. Si nous ne sommes pas en mesure de lutter contre les trafics et le terrorisme dans la région, cela risque d'affecter la situation en Europe », a fait valoir Peter Hultqvist, selon la presse locale.

Par ailleurs, au Sénat, le général Lecointre a récemment d'autres explications au sujet du groupement Takuba. « L'accompagnement au combat est un travail qui, en principe, ne relève pas des forces spéciales, mais des forces conventionnelles. Dans Takuba, nous allons néanmoins confier cette mission aux forces spéciales pour deux raisons : d'une part, car notre réputation - justifiée et qui nous place au même niveau que les États-Unis - nous permet d'attirer les techniciens militaires de nos partenaires au sein de l'Union européenne ; et, d'autre part, car dans ces pays, le risque est mieux accepté s'il s'agit des forces spéciales. À terme, néanmoins, je considère qu'il faudra que cette mission soit réalisée par des forces conventionnelles », a-t-il dit.